



HAL
open science

Actions, engagement et transition dans le domaine des déchets

Claudia Cirelli, Patrice Melé

► **To cite this version:**

Claudia Cirelli, Patrice Melé. Actions, engagement et transition dans le domaine des déchets. Sophie L. Van Neste; Patrice Mele; Corinne Larrue. Transitions socioécologiques et milieux de vie, Entre expérimentation, politisation et institutionnalisation, Presses de l'Université de Montréal, 2024, Action Politique, 9782760650411. hal-04579843

HAL Id: hal-04579843

<https://hal.science/hal-04579843v1>

Submitted on 18 May 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

in, S. L Van Neste, P. Melé, C. Larrue (dir.) Transitions socioécologiques et milieux de vie, Entre expérimentation, politisation et institutionnalisation, Presses de l'Université de Montréal, 2024

CHAPITRE 1

Actions, engagement et transition dans le domaine des déchets

Claudia Cirelli et Patrice Melé

Par rapport à la thématique générale de cet ouvrage, la question des déchets présente plusieurs spécificités importantes. D'abord, notons que dans le domaine des déchets, l'adoption du lexique « zéro déchet » caractérise l'objectif de transition. Des groupes mobilisés, certaines collectivités locales et les politiques publiques reprennent aujourd'hui cette expression. Le terme « transition », qui selon le contexte peut désigner des processus assez différents, évoque ici à la fois la mise en mouvement, la trajectoire et l'objectif, ainsi que l'adhésion à un répertoire d'action collective. Ensuite, la matérialité des déchets nécessite des espaces dédiés à leur traitement, à leur stockage, mais aussi de nouveaux lieux, destinés à leur requalification et à leur réutilisation. Enfin, si les collectifs mobilisés tentent d'ancrer la transition dans leur milieu de vie, il ne s'agit pas ici d'une intervention d'habitants d'un quartier ou de la construction d'un mode de vie localisé; la portée des lieux créés ou des collectifs analysés est le plus souvent à l'échelle d'une commune, d'une agglomération ou d'un bassin de vie. Les groupes mobilisés tentent de construire localement les conditions d'un mode de vie zéro déchet, de localiser un équipement qui permet la diffusion d'une différente forme de récupération, d'évitement d'une surconsommation et, plus largement, de participer à la construction d'un réseau d'acteurs à l'appui d'un changement ancré dans des initiatives dites « citoyennes ».

Notre propos repose sur une recherche réalisée dans la région Centre-Val de Loire¹. Ce projet analyse à l'échelle d'un territoire régional l'ensemble des actions collectives qui portent sur les déchets, quelle que soit l'entité porteuse : des collectifs informels aux associations environnementalistes généralistes ou d'éducation à l'environnement, en passant par les nouvelles associations qui traitent spécifiquement de la thématique des déchets. Au total, nous avons relevé 198 groupes porteurs d'actions collectives sur les déchets. Le contexte de notre étude, celui d'un espace hors grandes métropoles, semble particulièrement propice à une interrogation sur les modalités de diffusion d'un intérêt pour une transition dans le domaine des déchets.

Nous nous concentrons sur l'analyse du discours ainsi que des formes d'organisation et d'action des groupes qui se présentent le plus directement comme des opérateurs de la transition : les collectifs zéro déchet, d'une part, et les ressourceries, d'autre part. Notre recherche rend compte d'un processus de diffusion rapide de ces initiatives² sur le territoire de la région Centre-Val de Loire. C'est ici une autre spécificité de notre approche, dans la mesure où les travaux disponibles soit s'attachent à l'analyse d'une pratique particulière – le compostage collectif (Dumain et Rocher, 2019), le réemploi (Corteel, 2016 et 2020 ; Messal, 2014 ; Rassat, 2020) –, soit sont basés sur des études de cas considérés comme innovants ou emblématiques (Hajek, 2019).

L'impulsion d'une trajectoire locale de transition

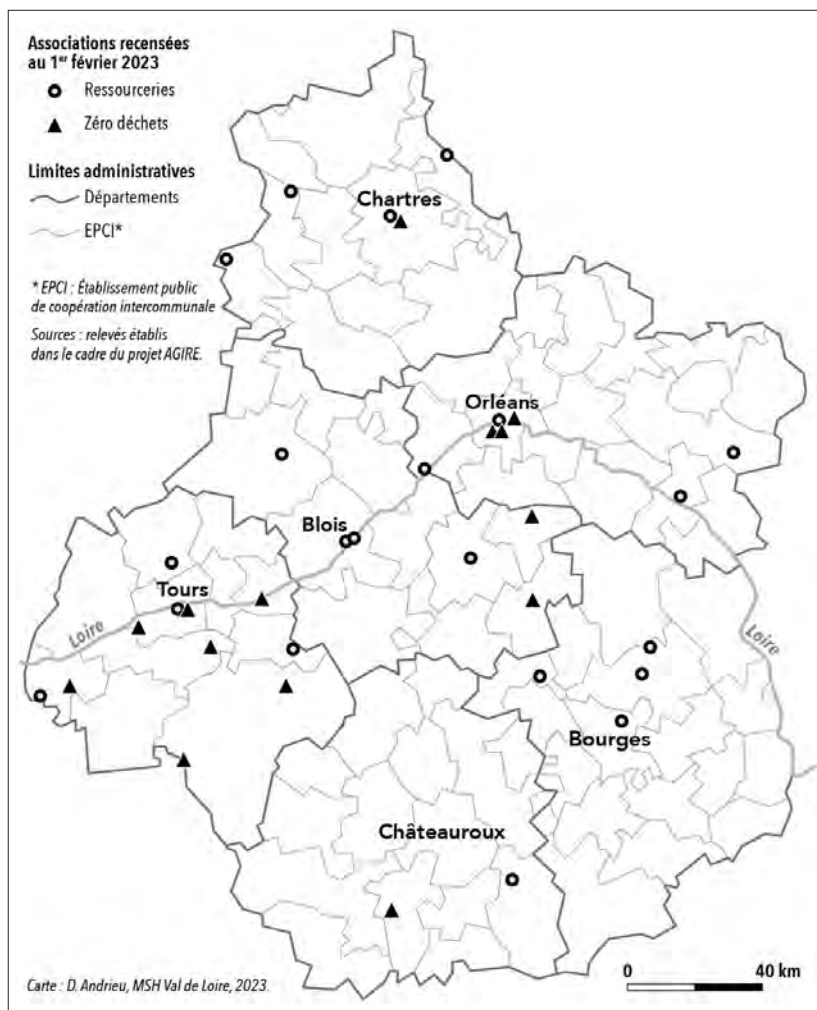
Nous avons relevé dans la région Centre 14 collectifs zéro déchet, tous créés après 2015, localisés dans les deux principales villes (Tours et Orléans), mais aussi dans de petites villes et dans des bourgs ruraux. Nos entretiens font apparaître de façon assez marquée deux principaux profils parmi les collectifs zéro déchet. D'une part, celui que l'on pourrait appeler « promoteur » des groupes locaux zéro déchet. En effet, la plupart des

1. AGIRE : Actions collectives, engagements de proximité et gestion des déchets en région Centre-Val de Loire, UMR CITERES, région Centre-Val de Loire, <https://agire.msh-vdl.fr>. Nous avons réalisé 100 entretiens avec des responsables ou des participants à des collectifs ou à des associations. Dans un objectif d'anonymisation, nous référençons les citations utilisées dans ce texte seulement par la mention entre crochets du nom des collectifs ou des structures.

2. Il existe aujourd'hui 23 ressourceries (la plus ancienne date de 2011) et 14 groupes zéro déchet (le plus ancien date de 2016).

FIGURE 1.1

Les collectifs zéro déchet et les ressourceries de la région Centre-Val de Loire



collectifs reposent sur des femmes (âgées de trente à quarante ans, avec un niveau d'étude supérieure et un ou deux enfants). Dans les entretiens, un parallèle est souvent fait entre l'adoption de l'approche zéro déchet comme mode de vie, le passage à l'engagement collectif, ainsi que la trajectoire résidentielle et familiale. Nous dégageons un second profil,

essentiellement au sein de l'association Zéro Déchet Touraine, celui d'activistes de l'objectif zéro déchet, caractérisés soit par une activité professionnelle en lien avec la thématique, soit par une forte compétence en matière de modalités de gestion des déchets, soit, pour certains, par la participation à d'autres associations qui s'intéressent aux thématiques environnementales ou à l'économie sociale et solidaire. Ceux-ci adoptent fréquemment une position d'expertise et font pression sur les opérateurs de la gestion de déchets.

Néanmoins, tous ceux que nous avons interrogés évoquent l'objectif zéro déchet comme une démarche, une trajectoire qui commence par la reprise du contrôle sur l'alimentation et sur la consommation, et qui constitue l'adoption d'un nouveau mode de vie qui permet à la cellule familiale de retrouver une certaine autonomie : « Pour moi, vraiment, c'est repenser sa façon de consommer qui est essentiel. » [Zéro Déchet Amboise] Un participant évoque la nécessité de « [se] resynchroniser avec [lui]-même » [Zéro Déchet Touraine], d'autres de reconquérir l'autonomie familiale. On pourrait considérer que l'on assiste à la recherche d'une nouvelle domesticité (Schlosberg et Coles, 2019, p. 252) qui passe par la requalification du travail domestique en activisme du proche (Hajek, 2019, p. 160). Pour certains, moins nombreux, l'enjeu consiste aussi à reprendre le contrôle sur l'ensemble de la filière de gestion de leurs déchets. « Les gens préfèrent être acteurs de leur vie et pas juste avoir à payer pour qu'on les débarrasse de leurs déchets. » [Zéro Déchet Touraine] Plusieurs rappellent qu'il s'agit d'une action « à [leur] portée... plus facile que la lutte sur la qualité de l'air » [Salbris vers le zéro déchet]. La nécessité de faire quelque chose face à la dégradation de l'environnement est liée à un moment de prise de conscience – « ce qui m'a déclenché » [Salbris vers le zéro déchet]. Une autre évoque un *coming out* [Zéro Déchet Orléans]. Le passage à l'action est lié dans les récits à une expérience personnelle ou au visionnement de films documentaires, à la lecture d'ouvrages ou à la participation à des conférences³. Les femmes interviewées le présentent souvent comme une démarche familiale, mais soulignent parfois la nécessité d'une grande force de conviction pour réussir la « conversion » de leur conjoint et de leurs enfants.

3. *Demain*, documentaire de Mélanie Laurent et Cyril Dion, sorti en décembre 2015, est cité de nombreuses fois, comme les ouvrages de Pierre Rabhi et le mouvement des Colibris, ainsi que les conférences et les ouvrages de Béa Johnson et de Jérémy Pichon.

Ces références renvoient toutes à une vision positive de l'action individuelle et collective ainsi qu'à une croyance dans la possibilité d'impulser un changement par des actions locales, en se concentrant sur des questions pratiques à la portée de chacun. Les récits d'engagement que nous avons recueillis présentent le passage à une posture proactive comme permettant de prendre soin de sa personne et de sa famille en contrôlant la qualité de l'alimentation, d'assumer les conséquences de son mode de vie. Certains affirment lutter contre l'écoanxiété produite par un sentiment d'impuissance devant les signes des catastrophes environnementales. On trouve ici un processus proche de celui relevé par David Schlosberg et Romand Coles dans lequel le passage à l'action permet d'« apaiser nos valeurs » en mettant en place des actions individuelles pour que les flux qui nous concernent échappent aux « flux nocifs de marchandises » (2019, p. 253).

L'adoption d'un changement de comportement et l'action collective sont étroitement imbriquées. Dans notre échantillon de collectifs, le changement de pratiques dans le périmètre de la famille est le premier pas pour s'engager dans une démarche zéro déchet. De plus, les relations développées grâce aux réseaux sociaux avec des individus qui sont dans la même démarche et la création d'un collectif – essentiellement féminin – conduisent à mettre en place des actions dans l'objectif de créer localement les conditions pour pouvoir perpétuer un mode de vie zéro déchet (faire accepter les bocaux par les commerçants locaux, promouvoir des groupements d'achat solidaire, etc.). Cette conversion est toujours présentée comme une prise de conscience qui exige une action forte pour sortir de l'hyperconsommation. On trouve ici l'urgence d'agir et le caractère optimiste des modes d'intervention des « activistes contre le gaspillage » étudiés par Isabelle Hajek (2019, p. 168).

Pour certains, trajectoire personnelle, rupture sentimentale, maladie, reconversion professionnelle, changement familial peuvent se combiner et produire l'occasion de changer ses pratiques : « Moi, ma fille avait 9 mois ; j'étais au chômage, j'avais moins d'argent, ça m'a pris comme ça, je me suis dit : "Ah, il faut que je fasse peut-être attention à la planète". » [Salbris vers le zéro déchet] Un naturopathe que nous avons interviewé évoque directement un continuum entre « prendre soin de soi, prendre soin des autres, et prendre soin de la planète » [Zéro Déchet Genillé].

La conversion au mode de vie zéro déchet se présente comme une démarche qui consiste à tenter de résoudre des questions pratiques et à

dépasser les difficultés de l'adoption d'un mode de vie qui refuse les offres des circuits dominants de consommation. Les personnes à l'origine de la création d'un groupe zéro déchet décrivent l'action collective comme un partage d'expériences qui permet de résoudre des problèmes concrets.

Les récits de la façon dont ils mènent l'enquête – au sens de John Dewey – insistent sur la réappropriation des sphères de consommation, en « cherch[ant] des alternatives à tout un tas de choses » (*cf.* le blogue « Camille se lance »); les solutions pratiques trouvées constituent un mode de narration très présent dans nos entretiens. Certaines des initiatrices présentent les choses comme un parcours au sein des différents domaines d'approvisionnement pour lesquels il est nécessaire de modifier ses habitudes de consommation, mais aussi d'objectiver des essais ou des expériences. Nous observons donc bien un processus d'expérimentation, de connaissance par la pratique, qui comporte une forte réflexivité conduisant à mettre à l'épreuve les solutions testées individuellement ou collectivement. De plus, constituer un groupe de soutien à l'échelle locale permet de maintenir la dynamique, de se (re)mobiliser et de constituer une ressource pour ceux qui souhaiteraient faire le pas. « Je vous dis, on crée du lien... On veut être connus, reconnus... Que les gens, dès qu'ils ont besoin, ils savent où taper. » [Zéro Déchet Genillé]

Pour réussir la transition personnelle et familiale vers le mode de vie zéro déchet, il faut aussi trouver à proximité de son logement une offre suffisante (vente en vrac, commerces de produits écologiques et offrant le service de contenants réutilisables). Dans ce contexte, le passage à l'action collective apparaît comme un parcours logique à la suite de la rencontre de quelques personnes qui tentent de structurer localement la démarche, ce qui permet de plus de rendre visible une demande pour une nouvelle offre commerciale ou de services.

Pour les habitants des petites villes ou des bourgs de la région Centre, cela se traduit par des tentatives pour rendre possible l'ensemble de la démarche à proximité de leur résidence, donc aussi d'impulser la création de lieux qui peuvent être associatifs ou privés (épicerie de vrac). « C'est surtout pour les courses et tout, effectivement vu qu'on n'a rien dans le coin, il faut aller à droite à gauche pour faire tout ça. On est dans une trop petite ville, on n'a pas tout, moi je n'ai pas le temps d'aller à... » [Salbris vers le zéro déchet]

Les actions mises en place sont donc essentiellement tournées vers la conversion des individus, mais aussi vers la construction d'un milieu de vie qui permet d'adopter le mode de vie zéro déchet et de poursuivre la démarche.

Les réseaux sociaux et les actions collectives

Les collectifs zéro déchet de la région Centre-Val de Loire se sont tous formés d'abord par l'ouverture d'une page Facebook. Pour ces petits groupes – souvent deux ou trois personnes – qui se rencontrent localement, l'objectif est dans un premier temps de trouver des alliés locaux, des gens déjà concernés par la démarche. « Et on s'est dit : ce n'est pas possible. On ne doit pas être que deux à être dans cette démarche-là et à se poser toutes ces questions. Donc l'idée, ça a été de créer une communauté pour échanger... » [Zéro Déchet Orléans]

Le nombre de gens inscrits sur ces pages semble, dans le même temps, attester de l'engouement pour la démarche et valider l'action collective émergente : plus de dix mille sont abonnés à des pages zéro déchet territorialisées en région Centre-Val de Loire.

En combinant l'usage de Facebook et une présence sur Instagram, considéré pour certains comme plus rapide et agile, les membres des groupes zéro déchet revendiquent une intense activité de communication, de mise en circulation d'informations et de ressources au sein d'un groupe affinitaire localisé. La portée de cette communication, qui se veut marquée par l'informalité et la réactivité, semble définie par l'aura produite par le nombre important d'inscrits.

Ainsi, les promotrices des pages Facebook instituent un public (Quéré, 2003), même si certaines remettent en question l'intérêt réel des inscrits et la qualité des interactions. Elles relaient sur ces pages des informations de provenance diverse, diffusent localement des conseils, des liens et des vidéos issus de ressources thématiques ou de blogues nationaux ou internationaux.

Passer par une page Facebook qui contient le nom de la commune a bien pour objectif de territorialiser l'échange d'expériences, de construire un réseau local qui peut permettre ensuite de mettre en place des actions dans l'espace de la commune – apéros zéro déchet, opérations de ramassage des déchets dans l'espace public, ateliers de mise en commun du savoir-faire – ou alors des démarches auprès des commer-

çants ou des collectivités locales. On peut relever une tentative de transformer ces communautés d'intérêt et d'échange de pratiques en appui à des actions collectives pour la mise en œuvre de moments et d'espaces spécifiques de socialisation (Hajek, 2019). Les pages Facebook non seulement annoncent des actions, mais proposent des images et des comptes rendus, permettent de conserver la mémoire des actions et de mettre en scène les échanges en face à face, la matérialité des expériences. Les promotrices des groupes zéro déchet valorisent une certaine forme d'agentivité fondée sur la responsabilité (Craig, 2019, p. 182).

Au-delà d'une forme de communication, l'ouverture d'une page Facebook institue, structure et incarne un collectif territorialisé. Dans le même mouvement, la page Facebook crée un public – appelé communauté – et valide la position d'influenceur revendiquée par certains. Le travail du collectif est essentiellement décrit comme devant créer du lien, fédérer des personnes qui tentent de poursuivre leur parcours vers l'adoption d'un mode de vie zéro déchet [Zéro Déchet Orléans].

Notons aussi que les entretiens font souvent mention d'individus qui ont pour projet de construire une offre avec des statuts différents (magasin de vrac et de produits biologiques, offre de service, AMAP), le public de la page Facebook semble alors attester la présence de clients potentiels. Dans certains cas, des épiceries bio et de vente en vrac constituent des points de rencontre, de relais ou d'animation des démarches locales, les promoteurs de cette nouvelle offre commerciale ou de service jouant parfois un rôle important dans la constitution d'un milieu de soutien qui permet l'ancrage et la survie de leur entreprise. Notons d'ailleurs que pour les promotrices des groupes zéro déchet, la mise en adéquation des actions avec des valeurs n'exclut pas la possibilité de l'entrepreneuriat individuel, modalité d'engagement reconnue comme légitime pour rendre possible la diffusion d'un mode de vie zéro déchet.

Entre expertise et expérimentation

L'association la plus importante, Zéro Déchet Touraine affiliée à Zero Waste France, s'est constituée à partir d'une alliance entre un groupe, animé par des femmes, qui existait sur Facebook et un groupe d'universitaires, essentiellement des hommes engagés dans la démarche. Ces acteurs, sur la base d'une grande compétence technique, d'une capacité

d'innovation reconnue et pour certains, d'une expérience de l'engagement associatif, tentent de se placer en position d'expertise ou de contre-expertise par rapport aux politiques publiques à l'échelle locale et régionale. Ils constituent un groupe de pression qui travaille pour l'actualisation locale des règles de droit et pour le renforcement du rôle de la planification régionale.

L'objectif proclamé par le principal animateur de Zéro Déchet Touraine est d'inciter les institutions à passer d'une « inculture de la valorisation » à une « culture de la prévention ». Il souhaite par ailleurs établir une position de crédibilité et de respectabilité auprès des collectivités territoriales et des opérateurs de la gestion des déchets pour pouvoir impulser un changement dans les pratiques des organisations.

Zéro Déchet Touraine est l'une des associations les plus actives au sein de la commission consultative du Plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) adopté en octobre 2019. L'association a participé aux controverses qui ont conduit à la remise en cause en 2018 d'un projet d'usine de valorisation des ordures ménagères dans l'agglomération de Tours et aux débats sur la poursuite des opérations de l'incinérateur de Chinon. Ce groupe et ses porteurs multiplient les expertises (pour des acteurs publics, mais aussi pour des festivals ou des entreprises) et des demandes d'ouverture du débat sur les modalités de gestion des déchets.

Zéro Déchet Touraine a aussi développé une nouvelle forme de composteurs collectifs : le Compostout. Ses promoteurs tentent d'imposer cette solution comme une solution peu onéreuse susceptible de structurer des collectifs locaux pour le traitement des biodéchets en contexte urbain.

Or, Zéro Déchet Touraine regroupe aussi des personnes qui correspondent au premier profil que nous avons relevé, l'association fonctionne alors comme un dispositif non seulement de promotion de la démarche zéro déchet, mais également comme un espace d'apprentissage – pour ses membres – du fonctionnement des collectivités locales et du rôle des législations. Le président de l'association, maître de conférences en biologie et engagé personnellement dans une démarche zéro déchet, incarne le lien entre ces deux modalités de mobilisation et de sensibilisation. Dans ses conférences, il met à l'avant sa trajectoire personnelle de conversion et promeut une démarche gradualiste et bienveillante.

Zéro Déchet Touraine a donc construit une position particulière dans l'objectif d'impulser une transition vers l'approche zéro déchet. Cette association revendique une position de critique constructive qui la conduit à proposer des solutions concrètes à des problèmes de gestion, mais elle demande aussi la stricte application des objectifs des législations que les Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) gestionnaires considèrent comme inatteignables. Les promoteurs de Zéro Déchet Touraine souhaitent prendre leurs distances avec les formes classiques du militantisme, ne pas être assimilés à une association écologiste ou environnementale ou aux militants de la décroissance, sortir de ce qui est présenté comme des oppositions idéologiques pour pouvoir élargir son public : « mettre en mouvement toutes les composantes de la société ». Malgré ces précautions, pour d'autres groupes qui refusent le statut d'association, cette position est trop proche d'une forme de militantisme, assimilée à celle, nationale, de Zero Waste France, qui « a une étiquette politique » [Zéro Déchet Orléans]. On trouve ici le refus de toute forme de militantisme « idéologique » analysé dans d'autres travaux (Hajek, 2019).

Les ressourceries : fragiles tiers-lieux de la transition

Inspirées de l'exemple québécois⁴, les ressourceries sont des structures qui collectent des objets mis au rebut, les réparent, les revalorisent et les revendent pour leur donner une deuxième vie. Dans les ressourceries, les objets/rebuts transitent de l'état de déchet à celui de ressource, d'un régime de valeur à un autre (Appadurai, 1986), en tant qu'objets qu'on réemploie ou valorise sous d'autres formes. Ils acquièrent une nouvelle valeur grâce au travail que réalisent les employés du secteur, nommés valoristes, et offrent une nouvelle représentation. Ces structures contribuent aux politiques d'insertion par l'emploi et effectuent un travail de sensibilisation à la réduction des déchets et aux effets de la surconsommation. La revente à très bas coût permet de rendre accessibles les objets récupérés pour des populations à faible revenu. Par leurs quatre volets d'activité (collecte, valorisation, vente, sensibilisation), les ressourceries remplissent une triple vocation : environnementale, sociale et économique. En redonnant vie à

4. C'est en 1990 que des groupes environnementaux et communautaires de Montréal utilisent pour la première fois le terme « ressourcerie » (Vaillancourt *et al.*, 1999).

des tonnes de rebuts, elles permettent également aux collectivités locales de faire des économies sur les dépenses liées au traitement des déchets (enfouissement et incinération).

FIGURE 1.2

La ressourcerie la Charpentière à Tours, photographie C. Cirelli



Un réseau national, créé en 2000, compte aujourd’hui plus de deux cents adhérents entre ressourceries et recycleries⁵. Dans la région Centre-Val de Loire, qui ne compte que sept structures affiliées, il existe vingt et une recycleries/ressourceries, dont seize créées dans les sept dernières années⁶. En 2019, une dizaine de ressourceries de la région ont

5. Les structures adhérentes, ressourceries et recycleries sont labellisées. Dans une première phase, le réseau faisait une différence entre ressourcerie et recyclerie. En 2022, le label a été étendu aux recycleries aussi (celles-ci développaient une activité sur des filières spécifiques : textile, vélo, livre). Dans ce texte, nous utilisons ressourcerie avec une minuscule comme un terme générique.

6. Les recycleries/ressourceries de la région correspondent à des réalités assez différentes. En ce qui concerne d’abord la surface occupée : la plus grande est propriétaire d’un bâtiment de 3 000 m², la plus petite loue un local de 200 m². Ensuite, sur le plan du tonnage collecté : 18 tonnes par an pour les plus petites structures et plus de 150 tonnes pour les plus grandes. Le taux de valorisation est aussi très différent : 60 % pour les plus jeunes structures, 95 % pour les plus expérimentées. Leurs recettes présentent des écarts notables également : entre 25 000 et 350 000 euros par an. Certaines disposent de nombreux salariés – jusqu’à une trentaine – d’autres ne fonctionnent que grâce à des bénévoles (données d’avril 2022).

constitué le Réseau régional des acteurs du réemploi et de la réutilisation Centre-Val de Loire (RAR-CVL), dans l'objectif de renforcer les liens entre les différentes structures et d'accroître leur reconnaissance comme opérateurs de la politique de prévention des déchets sur le territoire régional.

La création des ressourceries dans la région Centre-Val de Loire renvoie à quatre modalités. On peut d'abord cerner les structures qu'ont créées des collectifs porteurs d'engagement dans le domaine de l'environnement. Une deuxième modalité est celle d'un portage individuel qu'on justifie toujours par une sensibilité aux enjeux environnementaux et, dans un deuxième temps, par la recherche de la construction d'un groupe d'appui. Enfin, des projets liés à des structures parapubliques, à des dispositifs de réinsertion ou à la politique de la ville, comme les régies de quartier notamment, ou impulsés par des collectivités territoriales en collaboration avec des associations locales.

Les ressourceries sont donc en majorité issues de projets collectifs qui prolongent une expérience d'engagement antérieur. Les porteurs les plus jeunes (entre trente et quarante ans) revendiquent un ancrage dans les valeurs de l'écologie, de la convivialité, du partage, du « faire sa part » en référence explicite au mouvement des Colibris. Ceux-ci peuvent disposer d'une expérience antérieure dans les domaines de la consommation responsable, des crèches associatives, de l'habitat participatif et de l'écoconstruction. Les porteurs plus âgés (autour de cinquante ans) évoquent plus volontiers la solidarité et l'éducation populaire. Ils peuvent disposer de compétences acquises durant des expériences passées dans le domaine de l'économie sociale et solidaire. Ces différentes expériences et ce savoir-faire sont mis au service de la formulation d'un projet dans un nouveau domaine d'action qui semble répondre à une demande sociétale et bénéficier des incitations liées aux politiques de prévention des déchets.

Les enquêtes montrent plusieurs similitudes avec les promoteurs de l'approche zéro déchet. De la même manière, certains initiateurs évoquent un moment d'inflexion dans leur parcours professionnel ou personnel. Dans deux tiers des cas, ce sont des femmes qui ont conçu et organisé les structures sur lesquelles porte notre enquête (14 sur 21). Ces femmes, souvent dans une phase de transition dans leur vie, ont trouvé dans ce projet une mise en adéquation de leurs valeurs avec un projet professionnel qui est aussi un projet d'ancrage sur un territoire.

FIGURE 1.3

Affiches sur la porte de la ressourcerie 1000.1 partages à Neung-sur-Beuvron



Photographie C. Cirelli

L'explication de certains intervenants sur la dimension genrée de ces initiatives, que l'on retrouve aussi dans l'organisation interne du travail, renvoie à la prégnance des modèles traditionnels de division du travail et d'« une naturalisation des compétences », comme d'autres travaux ont pu le montrer (Corteel, 2016). La plupart des objets qui transitent dans ces structures appartiennent à l'espace domestique et sont donc le plus souvent associés à une sphère d'activité féminine ; de plus, ces objets doivent passer par des phases de tri, de nettoyage, de menues réparations avant d'être exposés et mis en vente. Lorsqu'il s'agit de compétences techniques, notamment de petits appareils électriques, on entre alors dans des domaines d'activités et de compétences considérés comme plus masculins.

Néanmoins, ces femmes en position de porteur de projet et d'entrepreneur de causes insistent aussi sur l'intention et la portée politique de leur action, qui peuvent redéfinir le lien à des objets relégués traditionnellement à la sphère domestique ou marchande en les convertissant en objets qui acquièrent une dimension de transformation de certaines pratiques et certains modèles de consommation.

La territorialisation de la transition

Dans le discours des porteurs, les ressourceries sont des lieux où la récupération d'objets est à la fois un objectif pour réduire les déchets traités et un moyen pour agir et enclencher une transformation dans les pratiques et les représentations associées aux rebuts :

L'idée, c'est que les gens prennent conscience de quelle façon chacun peut allonger la durée de vie des objets chez soi. « Par exemple, j'ai un truc qui est cassé, plutôt que d'aller acheter quelque chose de nouveau, avoir juste cette petite étincelle qui dit : Ah ben tiens ! c'est vrai qu'à la ressourcerie, il y a quelques mois, j'ai bien réussi à réparer tel truc. » [Les bonnes manières]

Donner une deuxième vie aux objets délaissés et les détourner du processus d'élimination, les remettre en circulation a un effet tangible ; cette action concrète produit des effets immédiats, quantifiables : souvent, les ressourceries affichent à l'entrée de leurs locaux de l'information concernant le tonnage d'objets reçus, réparés, recyclés, mis en vente ou au rebut. On perçoit ici une tentative de relier l'acte individuel à la mesure des flux qui contribue au renforcement d'une réduction des déchets sur un territoire donné. Cette mise en équivalence quantitative des actes de don et d'achat informe aussi le public d'une des fonctions du lieu : la mise en relation entre plusieurs mondes et façons de concevoir le rapport aux objets, celui des politiques publiques et celui de l'action « citoyenne » locale.

Une partie des actions sont proches de celles des collectifs zéro déchet. Il s'agit d'activités qui promeuvent l'évitement du déchet ou la réutilisation : des ateliers DIY (*do it yourself*) de fabrication de produits ménagers, de beauté ou d'objets avec du matériel de récupération, de personnalisation de meubles, de cuisine préparée avec des restes, de réparation d'objets électroniques – *repair cafés* –, mais aussi la création et l'animation de jardins ou de composteurs partagés. Certaines structures mettent en place

des services plus innovants, comme des « outiltèques », des ressourceries éphémères (des points de vente temporaires dans l'espace public) ou des ressourceries mobiles pour desservir des communes ou des quartiers plus isolés. D'autres disposant de locaux plus vastes développent également différentes activités, comme des conférences, des projections de films documentaires, des expositions réalisées à partir d'objets ou de matières recyclées, ou encore de la formation pour leurs employés. Certaines ressourceries revendiquent un rôle de lieu de vie pour un quartier ou une commune et s'ouvrent à des initiatives sans liens directs avec leur activité principale.

Les personnes interviewées décrivent des activités inspirées par une démarche d'éducation populaire où « on apprend en faisant ensemble » et en se donnant les moyens de comprendre le monde pour pouvoir le transformer. C'est aussi une socialisation aux valeurs de l'autonomie, du partage, de la sobriété, des circuits courts, de l'écocitoyenneté qui est mise en avant : « Réparer plutôt que jeter, fabriquer plutôt qu'acheter, et se réapproprier le savoir-faire nécessaire... » [La boîte à outils] Les ressourceries se présentent donc comme des lieux prônant des valeurs et des pratiques de changement à l'échelle locale des communes ou microlocale des quartiers dans lesquels elles sont implantées. Par ce travail de territorialisation de valeurs, ces structures sont, pour les porteurs, des lieux qui facilitent une sociabilité de proximité. Les porteurs des ressourceries présentent alors leurs structures comme des lieux où « des liens se créent » entre les clients, les adhérents, les usagers, les bénévoles et le personnel. Ici, le lien devient la mesure, un indicateur de leur ancrage. Les ateliers tenus régulièrement, la multiplication d'offre d'activités autour de la récupération/réparation, le renouvellement des objets présentés dans la boutique sont des conditions pour fidéliser une « clientèle » et des « usagers ». Pendant nos visites, nous avons pu échanger avec des usagers de ces structures qui affirment venir plusieurs fois par semaine, parfois juste pour faire « la sortie du jour », parler avec quelqu'un ou « voir du monde ». Dans des structures comme la Charpentière à Tours, par exemple, des voisins du quartier et des adhérents proposent et animent des ateliers ou participent à l'aménagement du local.

On observe donc la diffusion sur le territoire régional de formes inédites d'activités collectives. En effet, nous avons signalé plus haut la création récente d'un réseau régional des structures de réemploi afin de

consolider leur rôle vis-à-vis des pouvoirs publics. Notons de plus que des ressorts d'engagement différents peuvent mouvoir les individus qui participent à des activités autour des déchets. Or, ceux-ci constituent des communautés de pratique unies par des formes d'action localisées et le partage des connaissances (Wenger, 2008). Les ressourceries contribuent ainsi au maillage du territoire par des initiatives nœuds appuyant des dynamiques localisées de changement et de transition dans le domaine des déchets. Leurs animateurs revendiquent une grande attention à leur contexte local, un ancrage territorial qui, pour eux, autant que le tonnage de déchets évités, devrait inciter les pouvoirs publics à les aider davantage pour pérenniser leurs activités. « [...] et comme une ressourcerie n'est pas délocalisable, elle s'inscrit vraiment dans un contexte local. » [Les Ateliers ligéteRiens]

Un changement dans le lien aux objets

Pour ceux qui se définissent eux-mêmes comme des « militants de la réduction » [1000 & 1 Partages], les ressourceries constituent des initiatives qui peuvent afficher une forte dimension politique dans la mesure où elles sont porteuses d'une « envie de faire changer les choses, les valeurs, les gens, en faisant avec eux » [1000 & 1 Partages]. Pour certains porteurs, « créer une ressourcerie, c'est un acte citoyen, mais aussi c'est un acte politique dans le sens noble du mot politique » [La Ressource AAA]. Ici, l'acte politique renvoie à une posture de résistance et de rupture vis-à-vis d'un modèle de production et de surconsommation dont les déchets sont l'expression la plus tangible et puissante, mais également à une posture de responsabilité et de participation à la construction de nouvelles initiatives qui s'inscrivent dans une action collective de réduction des déchets. Le détournement des déchets, la possibilité d'une deuxième vie pour des objets considérés comme socialement morts, grâce à des activités pratiques autour de leur réparation et de leur régénération, constituent pour certains l'occasion d'évoquer un rôle plus large de transformation sociale et politique des personnes liées à la structure (porteurs, bénévoles, salariés, salariés en insertion, usagers et voisins), qui vise leur émancipation et le renforcement de leur capacité d'agir.

Dans ce contexte, en tant qu'espace de vente et de remise en circulation d'objets récupérés, les ressourceries se présentent comme des lieux où les usagers/clients peuvent faire un acte de consommation responsable,

alternative (Guien et Ramirez, 2017), de consommation engagée (Dubuisson-Quellier, 2018). Par le détournement des objets, les ressourceries proposent de résister aux modes dominants de consommation. La ressourcerie 1000 & 1 Partages invite, par exemple, à venir « coudre pour résister au grand gaspillage » et La Ressource AAA, à Orléans, rappelle sur son site que « les ressourceries luttent contre la surproduction de déchets et proposent une consommation responsable accessible à tous ». Elles constituent, d'une part, un point de contact local entre les habitants et les politiques de prévention et de réduction des déchets et, d'autre part, un opérateur de la transition qui met en pratique des valeurs et crée les conditions qui rendent possible le changement à l'échelle d'un territoire d'action. Cependant, le débordement par les objets, la dépendance du financement sur projets ou les règles draconiennes concernant les salariés en insertion menacent ces structures⁷. Les ressourceries sont donc en tension permanente entre la logique marchande et celle de l'engagement. La tension est aussi présente dans la relation aux pouvoirs publics dans la recherche de subventions. Elles doivent surmonter des épreuves pour montrer la pertinence de leur rôle (comptabiliser les tonnages réemployés, recyclés, valorisés) pour objectiver la portée de leur action (nombre de passages en caisse, nombre d'ateliers par an et nombre de participants). Elles demandent que leur travail social d'animation locale et leur capacité à « tisser des liens » avec les habitants des quartiers environnants soient valorisés par les pouvoirs publics, car elles considèrent que leur pérennité, en tant que lieux de soutien d'une transition ancrée, repose sur cette reconnaissance.

Au total, il serait possible de considérer les ressourceries de la région Centre comme de fragiles tiers-lieux de la transition. Tiers-lieux, car il s'agit bien d'un espace physique de travail partagé et collaboratif, d'un lieu intermédiaire de rencontres et d'échanges informels, de production d'innovations et de connaissances, qui est aussi un espace de sociabilité mis en œuvre par un collectif, au service d'un territoire et porteur d'un projet politique. Fragiles, car la plupart des structures sont jeunes, leur modèle économique n'est pas toujours assuré et si elles promeuvent une plus forte résilience territoriale, leur pérennité n'est pas acquise.

7. Qui, dans le contexte français, ne permettent pas de garder dans la structure un salarié en contrat aidé plus de vingt-quatre mois.

* * *

Les collectifs zéro déchet et les groupes porteurs des ressourceries agissent localement pour ancrer la possibilité d'une transition dans le domaine des déchets dans différents milieux de vie de la région Centre-Val de Loire. Selon des modalités différentes, ils instituent des espaces-temps de la transition (lieux, activités, ateliers, rencontres et manifestations ponctuelles), proclament la possibilité de la stabilisation de communautés d'affinité et de pratiques qui diffusent des savoir-faire, des connaissances et des pratiques nouvelles. La constitution d'un public d'usagers, de clients ou d'une communauté virtuelle de personnes intéressées est au cœur de leurs pratiques de sensibilisation. C'est aussi une façon de justifier leur ancrage et leur demande de reconnaissance par les collectivités locales et les pouvoirs publics. Nous avons observé des expérimentations qui ne sont pas au sens strict des innovations, mais bien l'insertion dans certains contextes locaux de modes d'action et d'engagement qui peuvent reprendre et tenter de reproduire des répertoires ou des styles d'engagement déjà éprouvés ailleurs. Elles n'en constituent pas moins des innovations territoriales parfois fondées sur des alliances et des coalitions inédites d'acteurs : des dispositifs longtemps considérés comme très techniques, les déchetteries par exemple, ouvrent leurs portes aux ressourceries pour qu'elles prennent en charge la sensibilisation auprès des usagers et récupèrent des objets pour alimenter leurs structures.

Ces deux dynamiques d'action se présentent comme des points de cristallisation d'un changement sociétal du lien aux déchets, qui se diffusent pour une multitude d'autres canaux, le succès des conférences des activistes nationaux et internationaux sur le territoire régional attestant de cet engouement. S'adressant à des publics assez différents, ces deux types de collectifs tentent de contribuer par l'action collective à la concrétisation du passage à l'adoption d'un mode vie plus attentif aux déchets et aux flux de matières. L'objectif est bien alors de constituer les groupes d'appui à la diffusion, dans les différents espaces de vie de la région, de transformer le domaine des déchets et de construire des expérimentations qui préfigurent les institutions et les pratiques en mesure d'organiser autrement la circulation des matières. En cela, la qualification de « matérialisme durable », forgée par David Schlosberg et Romand Coles pour caractériser la spécificité de nouvelles formes

d'environnementalisme du proche et les éloigner des valeurs « post-matérialistes », semble ici pertinente (2019).

Les mouvements zéro déchet et les ressourceries ont de plus une capacité particulière à reformuler les liens entre les sphères publique et privée, tant en ce qui concerne les déchets évités ou les matières réutilisées que les actes qui peuvent avoir une finalité privée, comme la consommation responsable, mais être chargés de valeurs et d'intentions politiques. Dans certains cas, la séparation traditionnelle entre entrepreneuriat et engagement associatif semble brouillée. Ces deux collectifs mettent en œuvre ou promeuvent pour leurs usagers des formes d'actualisation d'une citoyenneté du faire qui est plus basée sur l'acceptation de responsabilités que sur la revendication de droits (Craig, 2019, p. 167), se rapprochant ainsi de la posture de citoyenneté écologique relevée par Andrew Dobson (2006).

Les gens que nous avons rencontrés sont bien des passeurs de nouvelles modalités d'action (Hayek, 2019). Ces formes de mobilisation fortement ancrées semblent échapper aux catégories traditionnelles de l'analyse des mouvements sociaux et des formes d'engagement. Beaucoup refusent le qualificatif de « militant », certains revendiquent le titre d'activiste, d'autres refusent toute forme de conflictualisation et évoquent plutôt un encastrement d'actes chargés de valeurs, d'échanges sur les réseaux sociaux et la construction d'une vie quotidienne empreinte de sens.

Références

- Alliance des ruelles bleues-vertes (ARBV), *Les ruelles bleues-vertes : Plaidoyer pour la multiplication des infrastructures vertes au Québec. Regards sur la première initiative réalisée à Montréal, 2023*. Accessible à <https://www.ruellesbleuesvertes.com/>
- Appadurai, Arjun (dir.), *The Social Life of Things. Commodies in Cultural Perspectives*, Cambridge University Press, 1986.
- Audet, René et Guyonnaud, Marie-Françoise, « Transition in Practice and Action in Research. A French Case Study in Piloting Eco-innovations », *Innovation: The European Journal of Social Science Research*, vol. 26, n° 4, 2013, p. 398-415.
- Audet, René, « Le champ des *sustainability transitions* : origines, analyses et pratiques de recherche », *Cahiers de recherche sociologique*, n° 58, 2015, p. 73-93.
- Audet, René, « The double hermeneutic of sustainability transitions » *Environmental Innovation and Societal Transitions*, vol. 11, 2014, p. 46-69.
- Audet, René, Sengers, Ian et Manon, Mathilde, « Expérimenter la transition écologique dans les ruelles de Montréal : le cas du projet Nos milieux de vie ! », *Lien social et politiques*, n° 82, 2019, p. 224-245.
- Avelino, Flor *et al.*, « Transformative Social Innovation and (Dis)empowerment », *Technological Forecasting & Social Change*, n° 145, 2019, p. 195-206.
- Avelino, Flor et Wittmayer, Julia M., « Shifting Power Relations in Sustainability Transitions: A Multi-actor Perspective », *Journal of Environmental Policy & Planning*, vol. 18, 2016, p. 628-649.
- Baggioni, Vincent, *Tensions sur l'espace villageois contemporain. Les mécanismes de prévention des conflits liés à l'implantation des parcs solaires en région PACA*, thèse de sociologie, Aix-Marseille Université, 2017.
- Bailly, Victor, Barbier, Rémi, Daniel, François-Joseph, *La prévention des déchets. Innovations sociales, action publique et transition sociotechnique*, Peter Lang, 2022.
- Bakardjieva, Maria, « Subactivism : Lifeworld and Politics in the Age of the Internet », *The Information Society*, vol. 25, n° 2, 2009, p. 91-104.
- Balsiger, Philip, « La consommation engagée », dans Olivier Fillieule *et al.* (dir.), *Sociologie plurielle des comportements politiques. Je vote, tu contestes, elle cherche...*, Presses de Sciences Po, 2017, p. 193-214.

- Barthe, Yannick, « Le recours au politique ou la problématisation politique “par défaut” », dans Jacques Lagroye (dir.), *La politisation*, Belin, 2003, p. 475-492.
- Béal, Vincent, « Ville durable et justice sociale. Ce que le développement durable nous dit de la production de l’urbain », dans Vincent Béal, Mario Gauthier et Gilles Pinson (dir.), *Le développement durable changera-t-il la ville? Le regard des sciences sociales*, Publications de l’Université de Saint-Étienne, 2011, p. 239-259.
- Bernstein, Steven et Hoffmann, Matthew, « The Politics of Decarbonization and the Catalytic Impact of Subnational Climate Experiments », *Policy Sciences*, vol. 51, 2018, p. 189-211.
- Bherer, Laurence et Cloutier, Geneviève, « Les initiatives citoyennes en urbanisme : agir directement, sans intermédiaire », *Urbanité*, numéro spécial sur la participation, printemps-été 2019, p. 24-25.
- Bherer, Laurence, Dufour, Pascale et Montambeault, Françoise, « What is Informal Participation. Introduction to the Special Issue: Quietly Standing Out: Understanding Informal Forms of Political Engagement », *International Journal of Politics, Culture, and Society*, vol. 36, 2023, p. 1-16.
- Billen, Léa, *L’écologie ordinaire en quartiers populaires : une mise en regard des initiatives écologistes citoyennes dans trois quartiers classés en géographie prioritaire en France*, thèse de géographie, Université de Paris 10, 2023.
- Blanc, Antoine et Huault, Isabelle, « Reproduction de l’ordre institutionnel face à l’incertitude. Le rôle du discours des majors dans l’industrie musicale », *Revue française de gestion*, vol. 203, n° 4, 2010, p. 85-99.
- Boissonnade, Jérôme, *La ville durable controversée : les dynamiques urbaines dans le mouvement critique*, Éditions Petra, 2015.
- Boumediene, Samir, *La colonisation du savoir. Une histoire des plantes médicinales du « Nouveau Monde » (1492-1750)*, Les Éditions des ondes à faire, 2016.
- Bulkeley, Harriet A., Castán Broto, Vanesa et Edwards, Gareth A. S., *An Urban Politics of Climate Change: Experimentation and the Governing of Socio-technical Transitions*, Routledge, 2014.
- Bulle, Sylvaine, *Irréductibles. Enquêtes sur des milieux de vie de Bure à Notre-Dame-des-Landes*, UGA Éditions, 2020.
- Castán Broto, Vanesa, *Urban Energy Landscapes*, Cambridge University Press, 2019.
- Centemeri, Laura, *La permaculture ou l’art de réhabiter*, Éditions Quæ, 2019.
- CEPRI, *Sensibiliser les populations exposées au risque d’inondation. Comprendre les mécanismes du changement de la perception et du comportement*, Les guides du CEPRI, 2015.
- CGDD (Commissariat général au développement durable), *Initiatives citoyennes et transition écologique : quels enjeux pour l’action publique?*, ministère de la Transition écologique et solidaire, 2017.
- Chanez, Amélie et Lebrun-Paré, Félix, « Villeray en transition : initiatives citoyennes d’appropriation de l’espace habité? », *Cahiers de recherche sociologique*, n° 58, 2015, p. 139-163.
- Chateauraynaud, Francis et Debaz, Joaquim, « Agir avant et après la fin du monde, dans l’infinité des milieux en interaction », *Multitudes*, vol. 76, n° 3, 2019, p. 126-132.

- Chateauraynaud, Francis et Debaz, Josquin, *Aux bords de l'irréversible. Sociologie pragmatique des transformations*, Éditions Petra, 2017.
- Chateauraynaud, Francis, « De la criticité des causes environnementales. Saisir les controverses publiques par les milieux en interaction », dans Vincent Carlino et Marieke Stein (dir.), *Les paroles militantes dans les controverses environnementales. Constructions, légitimations, limites*, PUN, 2019.
- Chateauraynaud, Francis, *Argumenter dans un champ de forces. Essai de balistique sociologique*, Éditions Petra, 2011.
- Chatterton, Paul et Cutler, Alice, *Un écologisme apolitique? Débat autour de la transition*, Écosociété, 2013.
- Chatterton, Paul, « “Give up Activism” and Change the World in Unknown Ways: Or, Learning to Walk with Others on Uncommon Ground », *Antipode*, vol. 38, n° 2, mars 2006, p. 259-281.
- Chatterton, Paul, « Building Transitions to Post-capitalist Urban Commons », *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 41, n° 4, 2016, p. 403-415.
- Cit'in, *Explorer les chemins de la transition*, Atelier de réflexion prospective n° 1. Programme Expérimentation démocratiques pour la transition écologique, ministère de la Transition écologique et solidaire, 2017.
- Clarke, John *et al.*, *Disputing Citizenship*, Policy Press, 2014.
- Cloutier, Geneviève, Papin, Marielle et Bizier, Christian, « Do-it-Yourself (DIY) Adaptation: Civic Initiatives as Drivers to Address Climate Change at the Urban Scale », *Cities*, n° 74, 2018, p. 284-291.
- Cloutier, Julie, « Qu'est-ce que l'innovation sociale? », *Cahiers du CRISES*, n° ETO314, 2003.
- Cointe, Béatrice, « From a Promise to a Problem: The Political Economy of Solar Photovoltaics in France », *Energy Research & Social Science*, n° 8, 2015, p. 151-161.
- Corteel, Delphine, « Qu'est-ce que bricoler? Faire soi-même et avec les autres: improvisation et savoir-faire », *Écologie & politique*, vol. 60, n° 1, 2020, p. 61-75.
- Corteel, Delphine, « Réemploi: le travail de requalification des déchets en question », *Mouvement*, vol. 87, n° 3, 2016, p. 107-118.
- Coutard, Olivier et Rutherford, Jonathan, « Vers l'essor de villes “post-réseaux”: infrastructures, innovation sociotechnique et transition urbaine en Europe », dans *L'innovation et la créativité face aux défis environnementaux de la ville contemporaine: vers des techniques et dynamiques urbaines alternatives?*, Centre des Humanités de l'INSA de Lyon, 2013.
- Coutard, Olivier et Rutherford, Jonathan, *Beyond the Networked City: Infrastructure Reconfigurations and Urban Change in the North and South*, Routledge, 2015.
- Craig, Geoffrey, « Local Sustainability Groups and Social Media », dans Geoffrey Craig, *Media, Sustainability and Everyday Life*, Palgrave Macmillan, 2019, p. 165-195.
- Debaise, Didier, *L'appât des possibles. Reprise de Whitehead*, Les Presses du réel, 2015.
- Debourdeau, Ariane, « De la “solution” au “problème”. La problématisation de l'obligation d'achat de l'énergie solaire photovoltaïque en France et en Allemagne », *Politix*, vol. 95, n° 3, 2011, p. 103-127.

- Deleuze, Gilles, *Spinoza. Philosophie pratique*, Les Éditions de Minuit, 2003.
- Déloye, Yves et Haegel, Florence, « La politisation : du mot à l'écheveau conceptuel », *Politix*, vol. 127, n° 3, 2019, p. 59-83.
- Demailly, Kaduna-Ève, « Les jardins partagés franciliens, Des territoires de transition environnementale ? », *Géographie et culture*, n° 101, 2017, p. 79-95.
- Désobéissance Écolo Paris, *Écologie sans transition*, Éditions Divergentes, 2020.
- Devisse, Jean-Stéphane, Gilbert, Olivier et Reix, Fabien, *Quelle intégration territoriale des énergies renouvelables participatives ?*, ADEME, 2016.
- Dobson, Andrew et Bell, Derek (dir.), *Environmental Citizenship*, MIT Press, 2006.
- Douglas, Gordon C. C., « Do-it-Yourself Urban Design: The Social Practice of Informal "Improvement" through Unauthorized Alteration », *City & Community*, vol. 13, n° 1, 2014, p. 5-25.
- Dubuisson-Quellier, Sophie, *La consommation engagée*, Presses de Sciences Po, 2018.
- Dumain, Aurélie et Rocher, Laurence, « Les composts de quartier, une pratique militante de proximité », dans Claudia Cirelli et Fabrizio Maccaglia (dir.), *Territoires des déchets. Agir en régime de proximité*, PUFR, 2019, p. 191-210.
- Dumain, Aurélie, Rocher, Laurence, « Des pratiques citoyennes en régime industriel : les courts-circuits du compost », *Flux*, n° 108, 2017, p. 22-35.
- Dumont, Marc, *L'expérimentation en aménagement urbain*, mémoire d'habilitation à diriger des recherches, Université de Rennes, 2014.
- Dumont, René, *L'utopie ou la mort !*, Seuil, 1973.
- Eliasoph, Nina, *L'évitement du politique*, Economica, 2010 [1998].
- Eliçabe, Rémi, Guilbert, Amandine et Lemery, Yannis, *Quartiers vivants*, éditions D'une Certaine Gaieté, 2020.
- Elzen, Boelie, Van Mierlo, Barbara et Leeuwis, Cees, « Anchoring of Innovations: Assessing Dutch Efforts to Harvest Energy from Glasshouses », *Environmental Innovation and Societal Transitions*, vol. 5, 2012, p. 1-18. 96-111.
- Emelianoff, Cyria, « Le développement urbain durable porte-t-il encore un projet politique ? », *Urbia - Les cahiers du développement durable*, 2013.
- Evans, James P., « Resilience, Ecology and Adaptation in the Experimental City », *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 36, n° 2, 2011, p. 223-237.
- Felstiner, William, Richard, Abel L. et Sarat, Austin, « The Emergence and Transformation of Disputes, Naming, Blaming, Claiming... », *Law and Society Review*, vol. 15, n°s 3-4, 1980, p. 631-654.
- Ferchaud, Flavie et Dumont, Marc, « Les "échappées" des expérimentations, une forme de design social des espaces ? Le cas du réaménagement du quartier du Blossne à Rennes (France) », *Lien social et politiques*, n° 73, 2015, p. 199-214.
- Fontaine, Antoine, *De la source à la ressource. Territoires, héritages et coopération autour de la valorisation de l'énergie solaire en Rhône-Alpes*, thèse en aménagement du territoire et géographie, Université Grenoble Alpes, 2018.
- Forester, John, « From Good Intentions to a Critical Pragmatism », dans Randall Crane et Rachel Weber (dir.), *The Oxford Handbook of Urban Planning*, Oxford University Press, 2015, p. 285-305.

- Fournier, Marie, *Le riverain introuvable! La gestion du risque d'inondation au défi d'une mise en perspective diachronique. Une analyse menée à partir de l'exemple de la Loire*, thèse de doctorat, Université de Tours, 2010.
- Frioux, Stéphane, *Les batailles de l'hygiène. Villes et environnement de Pasteur aux Trente Glorieuses*, PUF, 2013.
- Furlong, Kathryn, "Small technologies, big change: Rethinking infrastructure through STS and geography", *Progress in Human Geography*, vol. 35, n° 4, 2011, p. 460-482.
- Geels, Franck W., « The Multi-level Perspective on Sustainability Transitions: Responses to Seven Criticisms », *Environmental Innovation and Societal Transitions*, n° 1, 2011, p. 24-40.
- Geels, Frank W., « Socio-technical Transitions to Sustainability: A Review of Criticisms and Elaborations of the Multi-level Perspective », *Current Opinion in Environmental Sustainability*, vol. 39, 2019, p. 187-201.
- Giddens, Anthony, *La constitution de la société*, PUF, 1987 [éd. originale 1984].
- Ginn, Franklin, « Dig for Victory! New Histories of Wartime Gardening in Britain », *Journal of Historical Geography*, vol. 38, 2012, p. 294-305.
- Goodwin, Jeff, Jasper, James M. et Polletta, Francesca, « Why Emotions Matter », dans Jeff Goodwin, James M. Jasper et Francesca Polletta (dir.), *Passionate Politics. Emotions and Social Movements*, The University of Chicago Press, 2019, p. 1-24.
- Gralepois, Mathilde, *La production urbaine en zone inondable*, mémoire en vue HDR, décembre 2019.
- Gregg, Jay Sterling *et al.*, « Collective Action and Social Innovation in the Energy Sector: A Mobilization Model Perspective », *Energies*, vol. 13, n° 3, 2020, p. 651.
- Guien, Jeanne et Ramirez, Violeta, « Travailler à consommer. Expérimentation et émancipation dans les pratiques de consommation alternative », *Terrains & travaux*, vol. 31, n° 2, 2017, p. 45-62.
- Hache, Émilie, *Ce à quoi nous tenons. Propositions pour une écologie pragmatique*, La Découverte, 2019.
- Hajek, Isabelle, « Militer contre le gaspillage: reprendre en main sa vie, reprendre en main l'économie? », *Écologie & politique*, vol. 60, n° 1, 2020, p. 13-30.
- Hajek, Isabelle, *Étude sur les réseaux émergents de lutte contre le gaspillage en France, les « passeurs » de la lutte contre le gaspillage*, rapport final, ADEME/SAGE, 2019.
- Hajer, Maarten A., « Ecological Modernisation as Cultural Politics », dans Scott Lash, Bronislaw Szerszynski et Brian Wynne (dir.), *Risk, Environment and Modernity. Towards a New Ecology*, SAGE, 1995, p. 246-268.
- Hamidi, Camille, « Associations, politisation et action publique », dans Olivier Fillieule *et al.* (dir.), *Sociologie plurielle des comportements politiques. Je vote, tu contestes, elle cherche...*, Presses de Sciences Po, 2017, p. 347-370.
- Hamidi, Camille, « Éléments pour une approche interactionniste de la politisation. Engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l'immigration », *Revue française de science politique*, vol. 56, n° 1, 2006, p. 5-25.
- Haraway, Donna J., *Vivre avec le trouble*, trad. V. Garcia, Les Éditions des Mondes à faire, 2020.

- Hetherington, K., "Surveying the Future Perfect: Anthropology, Development and the Promise of Infrastructure", dans Penny, Harvey, Casper Bruun Jensen et Asturo Morita (dir.), *Infrastructure and Social Complexity: A Companion*, Routledge, 2016, p. 40-50.
- Hodson, Mike et Marvin, Simon, « "Urban Ecological Security": A New Urban Paradigm? », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 33, n° 1, 2009, p. 193-215.
- Hodson, Mike et Marvin, Simon, « Can Cities Shape Socio-technical Transitions and How Would We Know if They Were? », *Research Policy*, Special Section on Innovation and Sustainability Transitions, vol. 39, n° 4, 2010, p. 477-485.
- Hodson, Mike et Marvin, Simon, « Can Cities Shape Socio-technical Transitions and How Would We Know if They Were? », *Research Policy*, Special Section on Innovation and Sustainability Transitions, vol. 39, n° 4, 2010, p. 477-485.
- Hölscher, Katharina *et al.*, « Opening up the Transition Arena: An Analysis of (Dis)empowerment of Civil Society Actors in Transition Management in Cities », *Technological Forecasting & Social Change*, n° 145, 2019, p. 176-185.
- Hölscher, Katharina, Wittmayer, Julia M. et Loorbach, Derk, « Transition versus Transformation: What's the Difference? », *Environmental Innovation and Societal Transitions*, vol. 27, juin 2018, p. 1-3.
- Hopkins, Rob, *Manuel de transition: de la dépendance au pétrole à la résilience locale*, 2010, <https://ecosociete.org/livres/manuel-de-transition>.
- Hourcade, Renaud et Van Neste, Sophie L., « Où mènent les transitions? Action publique et engagements face à la crise climatique », *Lien social et politiques*, n° 82, 2019, p. 4-26.
- Huyghues Despointes, F., *Des barrages au patrimoine mondial: la Loire comme objet d'action publique*, thèse de doctorat en Aménagement, Université de Tours, 2008
- Huyghues Despointes, Franck, « La Loire, espace d'une gouvernance environnementale? », *VertigO - La revue électronique en sciences de l'environnement*, hors-série 6, novembre 2009.
- Inin, Engin F. et Nielsen, Greg M. (dir.), *Acts of Citizenship*, Palgrave Macmillan, 2008.
- Jacobs, David, *Renewable Energy Policy Convergence in the EU. The Evolution of Feed-in Tariffs in Germany, Spain and France*, Ashgate, 2011.
- Jaster, James M., « Emotions and Social Movements: Twenty Years of Theory and Research », *Annual Review of Sociology*, vol. 37, n° 1, 2011, p. 285-303.
- Karvonen, Andrew et Van Heur, Bas, « Urban Laboratories: Experiments in Reworking Cities », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 38, n° 2, 2014, p. 379-392.
- Karvonen, Andrew, *Politics of Urban Runoff: Nature, Technology, and the Sustainable City*, MIT Press, 2011.
- Kemp, René, Schot, Johan et Hoogma, Remco, « Regime Shifts to Sustainability through Processes of Niche Formation: The Approach of Strategic Niche Management », *Technology Analysis & Strategic Management*, vol. 10, n° 2, 1998, p. 175-198.
- Kenis, Anneleen et Mathijs, Erik, « (De)politicising the Local: The Case of the Transition Towns Movement in Flanders (Belgium) », *Journal of Rural Studies*, vol. 34, 2014, p. 172-183.

- Kivimaa, Paula *et al.*, « Experiments in Climate Governance – A Systematic Review of Research on Energy and Built Environment Transition », *Journal of Cleaner Production*, n° 169, 2017, p. 17-29.
- Kivimaa, Paula *et al.*, « Towards a Typology of Intermediaries in Sustainability Transitions: A Systematic Review and a Research Agenda », *Research Policy*, vol. 48, n° 4, 2019, p. 1062-1075.
- Knoepfel, Peter *et al.*, *Analyse et pilotage des politiques publiques*, Presses de l'Université du Québec, 2015.
- Knoepfel, Peter, Nahrath, Stephane et Varone, Frédéric, « Institutional Regimes for Natural Resources: An Innovative Theoretical Framework for Sustainability », dans Peter Knoepfel, *Environmental Policy Analyses. Learning from the Past for the Future – 25 Years of Research*, Springer, 2007, p. 455-506.
- Kruzynski, Anna, « L'autonomie collective en action: du Centre social autogéré de Pointe-Saint-Charles au Bâtiment 7 », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 29, n° 1-2, 2017, p. 139-158.
- Kuhlicke, Christian and Steinfuhrer, Annett *Social capacity building for natural hazards. A conceptual frame* [online], CapHaz-Net WP1 Report, Helmholtz Centre for Environmental Research – UFZ, 2010.
- Kuhlicke, Christian et Steinführer, Annett, « Building Social Capacities for Natural Hazards: Emerging Field for Research and Practice in Europe », *Natural Hazards and Earth System Sciences*, vol. 15, p. 2359-2367, 2015.
- L'CEUF et Vinci Consultants, *Transformation des toits plats pour le détournement des eaux de pluie du collecteur*, Ville de Montréal, 2011, <https://montreal.ca>.
- Lagroye, Jacques, « Avant-propos », dans Jacques Lagroye (dir.), *La politisation*, Belin, 2003a, p. 3-6.
- Lagroye, Jacques, « Les processus de politisation », dans Jacques Lagroye (dir.), *La politisation*, Belin, 2003b, p. 359-372.
- Lapostolle, Dany et Roy, Alex, « L'essaimage: une pratique d'enquête au service d'une transition écologique par le bas », *Développement durable et territoires*, vol. 13, n° 1, 2022.
- Lapoujade, David, *Les existences moindres*, Les Éditions de Minuit, 2017.
- Lascoumes, Pierre, *L'éco-pouvoir, Environnements et politiques*, La Découverte, 1994.
- Latour, Bruno, « Joliot et la vascularisation des faits », dans Bruno Latour, *L'espoir de Pandore. Pour une version réaliste de l'activité scientifique*, La Découverte, 2001, p. 83-116.
- Latour, Bruno, *Où atterrir? Comment s'orienter en politique*, La Découverte, 2017.
- Latour, Bruno, *Petite réflexion sur le culte moderne des dieux faitiches*, Les Empêcheurs de penser en rond, 1996.
- Lehec, Elisabeth, *La remise en cause des services urbains en réseau, une approche par la technique. Le cas du compostage des déchets en pied d'immeuble à Paris*, thèse de doctorat, Université Paris 1, 2018.
- Leprêtre, Nicolas, « Innover dans la ville par l'expérimentation, les démonstrateurs urbains comme instrument de gouvernement à distance de politiques énergétiques territorialisées », *Gouvernement et action publique*, vol. 3, n° 3, 2019, p. 9-33.
- Les Ateliers Ublo, *Avant-projet définitif*, 1436233/18-102-RE, Ville de Montréal, 2020.

- Loorbach, Derk, *Transitions Management. New Mode of Governance for Sustainable Development*, International Books, 2007.
- Lorrain, Dominique, Halpern, Charlotte et Chevauché, Catherine, *Villes sobres. Nouveaux modèles de gestion des ressources*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2018.
- Luederitz, Christopher *et al.*, « Learning through Evaluation – A Tentative Evaluative Scheme for Sustainability Transition Experiments », *Journal of Cleaner Production*, n° 169, 2017, p. 61-76.
- Mason, Kelvin et Whitehead, Mark, « Transition Urbanism and the Contested Politics of Ethical Place Making », *Antipode*, vol. 44, n° 2, mars 2012, p. 493-516.
- McClintock, Nathan, « Urban Agriculture, Racial Capitalism, and Resistance in the Settler-colonial City », *Geography Compass*, vol. 12, n° 6, 2018, e12373.
- McGregor, Callum et Crowther, Jim, « The Transition Movement as Politics and Pedagogy in Communities », *Community Development Journal*, juillet 2016.
- Meadowcroft, James, « What about the Politics? Sustainable Development, Transition Management, and Long Term Energy Transitions », *Policy Sciences*, vol. 42, 2009, p. 323-340.
- Mees, Hannelore *et al.*, « Typologies of Citizen Co-production in Flood Risk Governance », *Environmental Science & Policy*, n° 89, 2018, p. 330-339.
- Melé, Patrice et Neveu, Catherine, « Rapport à l'espace et formes d'engagement. Attachements, territorialisation, échelles d'action », *L'espace politique*, vol. 38, n° 2, 2019.
- Meschinet de Richemond, Nancy et Reghezza, Magalie, « La gestion du risque en France: contre ou avec le territoire? », *Annales de géographie*, vol. 673, n° 3, 2010, p. 248-267.
- Messal, Stéphanie, *La réanimation des objets mourants*, thèse d'anthropologie, Aix-Marseille Université, 2014.
- Mestdagh, Léa, *Des jardinier.e.s partagé.e.s entre discours et pratiques: du lien social à l'entre-soi*, thèse de sociologie, Université de la Sorbonne Nouvelle, 2015.
- Ministère de la Transition écologique, « Chiffres-clés des énergies renouvelables », 2020b.
- Ministère de la Transition écologique, « Synthèse de la programmation pluriannuelle de l'énergie », 2020a.
- Montambeault, F., L Bherer et G. Cloutier, *L'engagement pousse là où on le sème. Le Carré Casgrain, de jardin ouvert à collectif citoyen*, ÉcoSociété, 2021.
- Moor, Joost de *et al.*, « New Kids on the Block: Taking Stock of the Recent Cycle of Climate Activism », *Social Movement Studies*, vol. 20, n° 5, octobre 2020, p. 1-7.
- Moor, Joost de, Catney, Philip et Doherty, Brian, « What Hampers "Political" Action in Environmental Alternative Action Organizations? Exploring the Scope for Strategic Agency under Post-political Conditions », *Social Movement Studies*, vol. 20, n° 3, 2021, p. 312-328.
- Newell, Joshua P. *et al.*, « Green Alley Programs: Planning for a Sustainable Urban Infrastructure? », *Cities*, n° 31, 2013, p. 144-155.

- Nightingale, Andrea J., « Power and Politics in Climate Change Adaptation Efforts: Struggles over Authority and Recognition in the Context of Political Instability », *Geoforum*, vol. 84, 2017, p. 11-20.
- OCDE, *Reviews of Risk Management Policies: Seine Basin, Île-de-France*, 2014.
- Offerlé, Michel et Le Gall, Laurent, « Introduction. La politique informelle entre incertitudes et inconstances », dans François Ploux et al. (dir.), *La politique sans en avoir l'air, Aspects de la politique informelle XIX^e-XXI^e siècle*, Presses Universitaires de Rennes, 2012.
- Ogien, Albert, « Pragmatismes et sociologies », *Revue française de sociologie*, vol. 55, n° 3, 2014, p. 563-579.
- Oriard Lila, Larrue Corinne, Hubert Gilles, Ballif Florine « Task C1-C3 French case study, Action C » CAPFLO Project, Lab'Urba, École d'Urbanisme de Paris, Marne-la-Vallée, 2016.
- Pel, Bonno, Alex Haxeltine, Flor Avelino, Adina Dumitru, René Kemp, Tom Bauler, Iris Kunze, Jens Dorland, Julia Wittmayer, et Michael Sogaard Jørgensen, « Towards a theory of transformative social innovation: A relational framework and 12 propositions », *Research Policy* 49, n° 8 (1 octobre 2020) : 104080.
- Pieron, Julien, « Présent épaïs et communs latents temporels », *Lectures anthropologiques*, n° 7, 2020.
- Poize, Noémie, « Étude du cadre législatif et réglementaire applicable au financement participatif des énergies renouvelables », étude réalisée pour le compte de l'ADEME par la RAEE, 2015.
- Proulx, Myriam et Van Neste, Sophie L., « Shared geothermal energy projects in Montreal: the importance of pre-existing collective action spaces », *Local energy communities: practices, regulation, cooperation and decision support tools in fully electrified areas*, Ed. Debizet, G, Papparlarido, M et Wurtz, F., Routledge, 2022, p. 49-66.
- Pruvost, Geneviève, « Chantiers participatifs, autogérés, collectifs: la politisation du moindre geste », *Sociologie du travail*, vol. 57, n° 1, 2015, p. 81-103.
- Putnam, Robert Bowling Alone: America's Declining Social Capital. *Journal of Democracy*, 6(1), 65-78, 1995.
- Rancière, Jacques, *Le maître ignorant. Cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle*, Fayard, 1987.
- Rassat, Fanny, *Le rôle des initiatives civiles de prévention des déchets dans la fabrique de la ville: l'exemple des lieux de réemploi*, thèse de géographie, Université de Paris, 2020.
- Robineau, Colin, « Pour une sociologie des écologistes radicaux. Quelques éléments programmatiques », *e-cadernos CES*, n° 34, décembre 2020.
- Rocher, Laurence, « Governing Metropolitan Climate-energy Transition: A Study of Lyon's Strategic Planning », *Urban Studies*, vol. 54, n° 5, 2017, p. 1092-1107.
- Rosental, Claude, « De la démo-cratie en Amérique. Formes actuelles de la démonstration en intelligence artificielle », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 141-142, 2002, p. 110-120.
- Rotmans, Jan, Kemp, René et Van Asselt, Marjolein, « More Evolution than Revolution: Transition Management in Public Policy », *Foresight*, vol. 3, n° 1, 2001, p. 15-31.

- Rüdinger, Andreas, « Les projets participatifs et citoyens d'énergies renouvelables en France. État des lieux et recommandations », IDDRI, 2019.
- Rutherford, Jonathan, *Redeploying Urban Infrastructure: The Politics of Urban Socio-technical Futures*, Palgrave Macmillan, 2020.
- Sachsé, Victoria, *Les jardins partagés, terreau de participation citoyenne: de l'appropriation de l'espace public à la construction de commun(s). Regards croisés entre la France et l'Italie*, thèse, Université de Strasbourg, 2020.
- Schäpke, Niko *et al.*, « Linking Transitions to Sustainability: A Study of The Societal Effects of Transition Management », *Sustainability*, vol. 9, n° 5, 2017, p. 1-36.
- Schlosberg, David et Coles, Romand, « Le nouvel environnementalisme du quotidien : durabilité, flux matériels et mouvements sociaux », *Lien social et politiques*, n° 82, 2019, p. 246-276.
- Semal, Luc, *Face à l'effondrement: militer à l'ombre des catastrophes*, PUF, 2019.
- Sengers, Frans *et al.*, « Experimenting in the City. Unpacking Notions of Experimentation for Sustainability », dans James P. Evans, Andrew Karvonen et Rob Raven (dir.), *The Experimental City*, Routledge, 2016, p. 15-31.
- Sengers, Frans, Wiczorek, Anna J. et Raven, Rob, « Experimenting for Sustainability Transitions: A Systematic Literature Review », *Technological Forecasting & Social Change*, n° 145, 2019, p. 153-164.
- Shinn, Craig W., « Civic Capacity: Theory, Research and Practice », *Administrative Theory & Praxis*, vol. 21, n° 1, 1999, p. 103-119.
- Shove, Elisabeth, « Beyond the ABC: Climate Change Policy and Theories of Social Change », *Environment and Planning A: Economy and Space*, vol. 42, n° 6, 2010, p. 1273-1285.
- Shove, Elisabeth et Gordon, Walker, « CAUTION! Transitions ahead: Politics, Practice, and Sustainable Transition Management », *Environment and Planning A: Economy and Space*, vol. 39, n° 4, 2007, p. 763-770.
- Shove, Elisabeth et Pantzar, Mika, « Recruitment and Reproduction: The Careers and Carriers of Digital Photography and Floorball », *Human Affairs*, vol. 17, n° 2, 2007, p. 154-167.
- Shove, Elisabeth, « Converging Conventions of Comfort, Cleanliness and Convenience », *Journal of Consumer Policy*, vol. 26, 2003, p. 395-418.
- Shove, Elisabeth, Pantzar, Mika et Watson, Matt, *The Dynamics of Social Practice: Everyday Life and How it Changes*, SAGE, 2012.
- Simondon, Gilbert, « Sauver l'objet technique », entretien avec A. Kéchikian, *Esprit*, avril 1983.
- Simondon, Gilbert, *Du mode d'existence des objets techniques*, Aubier, 1958.
- Smith, Adrian *et al.*, « Making the Most of Community Energies: Three Perspectives on Grassroots Innovation », *Environment and Planning A: Economy and Space*, vol. 48, n° 2, 2016, p. 407-432.
- Souriau, Étienne, « Du mode d'existence de l'œuvre à faire », dans Étienne Souriau, *Les différents modes d'existence*, PUF, 2009 [1943], p. 195-217.
- Stengers, Isabelle, *Réactiver le sens commun. Lecture de Whitehead en temps de débâcle*, La Découverte/Les Empêcheurs de tourner en rond, 2020.

- Stone, Clarence N., « Civic Capacity and Urban Education », *Urban Affairs Review*, vol. 36, n° 5, 2001, p. 595-619.
- Sze, Julie, *Noxious New York: The Racial Politics of Urban Health and Environmental Justice*, MIT Press, 2006.
- Thomas, Kenneth W. et Velthouse, Betty A., « Cognitive Elements of Empowerment: An "Interpretative" Model of Intrinsic Task Motivation », *Academy of Management Review*, vol. 15, n° 4, 1990, p. 666-681.
- Thoreau, François, « Fendre les choses. Du circuit court au court-circuit », *Cahiers d'enquêtes politiques. Vivre, expérimenter, raconter*, Les Éditions des Mondes à faire, 2016.
- Törnberg, Anton, « Prefigurative Politics and Social Change: A Typology Drawing on Transition Studies », *Distinktion: Journal of Social Theory*, vol. 22, n° 1, 2021, p. 83-107.
- Travaline, Katharine A., « *We Cannot Do it Alone* »: *An Interpretive Policy Analysis of Urban Stormwater Governance*, thèse, Drexel University, 2012.
- Tsing, Anna, *Friction. Délires et faux-semblants de la globalité*, trad. L. Stengers et P. Pignarre, Les Empêcheurs de penser en rond/La Découverte, 2020 [2004].
- Turnheim, Bruno, Kivimaa, Paula et Berkhout, Frans (dir.), *Innovating Climate Governance. Moving Beyond Experiments*, Cambridge University Press, 2018.
- Vaillancourt, Jean-Guy, Séguin, Michel, Maheu, Louis, et Cotnoir, Liliane, *La gestion écologique des déchets*, Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1999.
- Villalba, Bruno et Melin, Héléne, « Expérimentations de transition écologique », *Développement durable et territoires*, vol. 13, n° 1, juillet 2022.
- Villalba, Bruno et Melin, Héléne, « Expérimentations de transition écologique », *Développement durable et territoires*, vol. 13, n° 1, 2022.
- Vitiello, Audric, « La démocratie radicale entre action et institution », *Raisons politiques*, vol. 75, n° 3, 2019, p. 63-93.
- Wenger, Etienne, *Communities of Practice: Learning, Meaning, and Identity*, Cambridge University Press, 1998.
- While, Aidan, Jonas, Andrew E. G. et Gibbs, David, « From Sustainable Development to Carbon Control: Eco-state Restructuring and the Politics of Urban and Regional Development », *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 35, n° 1, 2010, p. 76-93.
- Wishart, Lucy J., *A Resourceful Aspiration: Understanding the Governmentality of Zero Waste in Scotland*, thèse, University of St Andrews, School of Management, 2015.
- Wittmayer, Julia M. et Schöpke, Niko, « Action, Research and Participation: Roles of Researchers in Sustainability Transitions », *Sustainability Science*, vol. 9, n° 4, 2014, p. 483-496.
- Zask, Joëlle, « La politique comme expérimentation », dans John Dewey, *Œuvres philosophiques*, t. II: *Le public et ses problèmes*, Publications de l'Université de Pau/ Farrago – Éditions Léon Scheer, 2003, p. 7-43.

Table des matières

INTRODUCTION	
Des expérimentations dans les milieux de vie	5
Sophie L. Van Neste, René Audet, Corinne Larrue et Patrice Melé	
CHAPITRE 1	
Actions, engagement et transition dans le domaine des déchets	29
Claudia Cirelli et Patrice Melé	
CHAPITRE 2	
Le pouvoir d'agir citoyen par l'expérimentation	49
René Audet, Mélissa Le Guerrier, Mathilde Manon, Ian Segers et Camille Butzbach	
CHAPITRE 3	
L'expérimentation infrastructurelle des ruelles bleues-vertes : utopies et tensions de répétabilité	65
Élie Jalbert, Sophie L. Van Neste et Kregg Hetherington	
CHAPITRE 4	
La gestion territoriale des inondations	85
Corinne Larrue	
CHAPITRE 5	
De l'expérimentation à l'institutionnalisation : la prévention des déchets en France	103
Victor Bailly, Rémi Barbier et François-Joseph Daniel	
CHAPITRE 6	
Les centrales villageoises photovoltaïques : expériences citoyennes de transition énergétique en France	121
Antoine Fontaine	

CHAPITRE 7	
Expérimentations encadrées et processus de démocratisation	139
Rémi Eliçabe, Amandine Guilbert et Yannis Lemery	
CHAPITRE 8	
Jardiner dans les interstices de la ville	159
Laurence Bherer et Geneviève Cloutier	
CONCLUSION	
Entre politisation et institutionnalisation : quelle est la portée des expérimentations de transitions ?	177
Corinne Larrue, Patrice Melé, Sophie L. Van Neste et Rémi Barbier	
Références	203
Biographie des auteurs	215

Transitions socioécologiques et milieux de vie

Entre expérimentation, politisation et institutionnalisation

SOUS LA DIRECTION DE
SOPHIE L. VAN NESTE, PATRICE MELÉ ET CORINNE LARRUE





Action
Climatique
Urbaine



Ce livre est publié en libre accès par les Presses de l'Université de Montréal grâce au soutien financier de l'Université de Tours.

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Bibliothèque et Archives Canada

Titre: Transitions socioécologiques et milieux de vie: entre expérimentation, politisation et institutionnalisation / sous la direction de Sophie L. Van Neste, Patrice Melé et Corinne Larrue

Noms: Van Neste, Sophie L., éditeur intellectuel. Melé, Patrice, éditeur intellectuel. Larrue, Corinne, éditeur intellectuel.

Description: Mention de collection: Action politique | Comprend des références bibliographiques.

Identifiants: Canadiana (livre imprimé) 20240001915 | Canadiana (livre numérique) 20240001923 | ISBN 9782760650411 | ISBN 9782760650428 (PDF) | ISBN 9782760650435 (EPUB)

Vedettes-matière: RVM: Écologie politique. | RVM: Environnement—Protection—Participation des citoyens. | RVM: Transition (Mouvement)—Aspect politique.

Classification: LCC JA75.8.T73 2024 | CDD 363.7/05613—dc23

Mise en pages: Chantal Poisson

Dépôt légal: 2^e trimestre 2024

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

© Les Presses de l'Université de Montréal, 2024

Les Presses de l'Université de Montréal remercient de leur soutien financier le Conseil des arts du Canada, le Fonds du livre du Canada et la Société de développement des entreprises culturelles du Québec (SODEC).



Conseil des arts
du Canada

Canada Council
for the Arts

Financé par le gouvernement du Canada
Funded by the Government of Canada

| Canada

SODEC

Québec

IMPRIMÉ AU CANADA